

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**  
**n°CCAP/21/01 du 16 avril 2021**

**MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX**

---

**Désamiantage avant rénovation  
du Parking Parc Central  
de la CCI des Ardennes à Charleville-Mézières**

---

**Consultation n°2021/CONSU/01 du 16 avril 2021**

**CCI ARDENNES**  
18A AVENUE GEORGES CORNEAU - CS 60044  
08004 CHARLEVILLE MEZIERES CEDEX  
[www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)  
T. Technique : 03.24.56.62.37  
@ : [e.corp@ardennes.cci.fr](mailto:e.corp@ardennes.cci.fr)

# SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	5
1.1 - Objet du contrat.....	5
1.2 - Décomposition du contrat .....	5
1.3 - Réalisation de prestations similaires .....	5
2 - Pièces contractuelles.....	5
3 - Intervenants.....	6
3.1 - Maîtrise d'œuvre .....	6
3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier.....	6
3.3 - Contrôle technique .....	6
3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	6
4 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	7
5 - Protection des données à caractère personnel .....	7
5.1 - Description du traitement de données à caractère personnel .....	7
5.2 - Obligations du titulaire.....	7
5.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire.....	7
5.2.2 - Droit d'information des personnes concernées.....	8
5.2.3 - Exercice des droits des personnes.....	8
5.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel.....	8
5.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations.....	8
5.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel .....	8
5.2.7 - Sort des données .....	8
5.2.8 - Délégué à la protection des données .....	8
5.2.9 - Registre des catégories d'activités de traitement .....	9
5.2.10 - Documentation .....	9
5.3 - Obligations de l'acheteur.....	9
6 - Durée et délais d'exécution.....	9
6.1 - Calendrier prévisionnel d'exécution.....	9
6.2 - Calendrier détaillé d'exécution. ....	9
Élaboration .....	9
Exécution.....	10
Modification .....	10
6.3 – Prolongation des délais .....	10
7- Garanties Financières.....	10
7.1 - Substitution de la retenue de garantie.....	11
7.2 - Constitution et complément.....	11
7.3 - Restitution des garanties.....	11
8 - Avance.....	11

9 - Prix .....	12
9.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	12
9.2 - Répartition des dépenses communes .....	13
<b>9.2.1. Dépenses d'investissement</b> .....	13
<b>9.2.2. Dépenses d'entretien</b> .....	13
Entretien des installations de chantier .....	13
Les charges temporaires de voirie et de police .....	13
Les frais de gardiennage et de fermetures provisoires des bâtiments. ....	13
Nettoyage du chantier .....	13
<b>9.2.3. Dépenses diverses</b> .....	14
9.3 – Forme du prix .....	14
9.4 – Variation des prix.....	14
9.5 - Application de la taxe à la valeur ajoutée .....	15
10 - Modalités de règlement des comptes .....	15
10.1 - Répartition des paiements.....	15
10.2 - Délai global de paiement.....	15
10.3 - Intérêts moratoires .....	15
10.4 - Décomptes et acomptes mensuels .....	15
10.5 - Présentation des demandes de paiement.....	15
10.6 - Paiement des cotraitants.....	16
10.7 - Paiement des sous-traitants.....	16
11 - Conditions d'exécution des prestations .....	17
11.1 - Caractéristiques des matériaux et produits .....	17
11.2 - Implantation des ouvrages .....	17
11.3 - Préparation et coordination des travaux.....	17
11.3.1 – Période de préparation .....	17
11.3.2 - Plans d'exécution - Notes de Calculs - Études de Détails .....	17
11.3.4 - Garde du chantier en cas de défaillance d'un entrepreneur .....	17
11.3.5 - Organisation, hygiène et sécurité des chantiers .....	17
Obligation du titulaire .....	17
Modalités de coopération entre le coordonnateur SPS et les autres intervenants .....	18
Plan Général de Coordination .....	18
11.3.6 – Installation et signalisation du chantier .....	18
Installation de chantier .....	18
11.4 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier .....	18
11.4.1 - Gestion des déchets de chantier .....	18
11.4.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux.....	18
12 – Contrôles et réception des travaux .....	19
12.1 - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux .....	19
Essais de l'entreprise.....	19

<u>Essais à la demande du maître d'œuvre</u> .....	19
12.2 - Réception .....	19
12.3 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages .....	19
12.4 - Documents fournis après exécution .....	19
12 - Garantie des prestations.....	24
13 - Pénalités.....	20
13.1 - Pénalités de retard .....	20
13.2 - Pénalité pour travail dissimulé.....	20
13.3 - Autres pénalités spécifiques.....	21
14 - Assurances .....	23
15 - Résiliation du contrat .....	23
15.1 - Conditions de résiliation .....	23
15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	23
16 - Règlement des litiges et langues .....	23
17 - Modification du contrat.....	24
17.1 - Changement de dénomination sociale du titulaire.....	24
17.2 - Changement de cocontractant en cours d'exécution du marché.....	24
17.3 - Changement en cours d'exécution du marché .....	24
19 – Dérogations .....	25

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :  
**Désamiantage avant rénovation du parking PARC CENTRAL de la CCI des Ardennes à Charleville-Mézières.**

### Lieu(x) d'exécution :

**Parc central  
20 avenue Jean Jaurès  
08000 CHARLEVILLE MEZIERES**

## 1.2 - Décomposition du contrat

Il s'agit d'un lot unique.

## 1.3 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire du marché, en application des Articles L.2122-1 et R.2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

# 2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

### Pièces particulières

- ✓ L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes éventuelles, dans la version résultant des dernières modifications éventuellement opérées par voie d'avenants,
- ✓ La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire « DPGF »,
- ✓ Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- ✓ Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
- ✓ Les deux rapports amiante joints,
- ✓ Le calendrier détaillé d'exécution des travaux établi conformément aux dispositions de l'article 28.2 du CCAG TRAVAUX et comportant les dates de début et de fin des travaux,
- ✓ Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 8 septembre 2009,
- ✓ La fiche de visite obligatoire,
- ✓ Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché,
- ✓ Les ordres de services,
- ✓ Les comptes rendus des réunions de chantiers,
- ✓ Le Plan Général de Coordination Sécurité sera remis au titulaire,
- ✓ L'offre technique du titulaire

Les originaux sont conservés par le pouvoir adjudicateur et font seule foi.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché.

Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

### Autres pièces générales

Les documents applicables étant ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini dans l'acte d'engagement.

- ✓ Règlement sanitaire départemental,
- ✓ Les fascicules techniques du Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.), approuvés par décret et applicables aux marchés publics de travaux,
- ✓ Les cahiers des charges DTU, les règles de calcul DTU publiées par le CSTB ainsi que leurs annexes, modificatifs, additifs ou errata, non concernés par les fascicules techniques susvisés,
- ✓ Les cahiers des clauses spéciales (CCS) rattachés aux DTU et les mémentos pour la conception, publiés par le CSTB,
- ✓ Les cahiers des charges pour l'exécution des travaux non traditionnels,
- ✓ D'une façon générale, les règles et recommandations professionnelles relatives aux ouvrages ou parties d'ouvrage qui ne font pas l'objet de prescriptions au titre de l'ensemble des documents précédemment cités,
- ✓ Normes françaises en vigueur,
- ✓ Normes européennes en vigueur,
- ✓ Normes nationales en vigueur dans un autre état membre de la communauté européenne transposant les normes européennes

### **3 - Intervenants**

#### **3.1 - Maîtrise d'œuvre**

La mission de maîtrise d'œuvre a été confiée à :

**CABINET ASCISTE INGENIERIE**  
**Site de REIMS**  
**160 rue Louis-Victor de Broglie**  
**51430 BEZANNES**

Elle est représentée par : M. IRZI

L'équipe de maîtrise d'œuvre est chargée des missions suivantes :

- AVP (Études d'avant-projet),
- PRO (Études de projet),
- ACT (Assistance à la passation des contrats de travaux),
- VISA,
- DET (Direction de l'exécution des contrats de travaux),
- AOR (Assistance aux opérations de réception),

#### **3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier**

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par :

**CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DES ARDENNES**  
**18A, avenue Georges Corneau**  
**CS 60044**  
**08000CHARLEVILLE MEZIERES CEDEX**

Elle est représentée par : Mme CORP

#### **3.3 - Contrôle technique**

La mission de contrôle technique a été confiée à :

**SOCOTEC**  
**Pole construction et immobilier Garand Est**  
**23 avenue d'Arches**  
**08000 CHARLEVILLE MEZIERES**

Elle est représentée par : M MANCHET

Le contrôleur technique est chargé des missions suivantes :

- Mission L : solidité des ouvrages et des éléments d'équipements indissociables
- Mission LE : solidité des existants
- Mission PS : sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme
- Mission SEI : sécurité des personnes dans les ERP et IGH
- Mission Hand : accessibilité des constructions pour les personnes handicapées

### **3.4 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs**

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération **de niveau III** sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

Les entreprises tiendront compte pour l'établissement de leurs offres de toutes les sujétions réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé.

## **4 - Confidentialité et mesures de sécurité**

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## **5 - Protection des données à caractère personnel**

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

### **5.1 - Description du traitement de données à caractère personnel**

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

### **5.2 - Obligations du titulaire**

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur.
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des États membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

#### **5.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire**

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

### **5.2.2 - Droit d'information des personnes concernées**

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

### **5.2.3 - Exercice des droits des personnes**

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : **dpo@grandest.cci.fr**

### **5.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel**

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : par mail

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données),
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact,
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel,
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

### **5.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations**

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

### **5.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel**

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel,
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement,
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique, une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

### **5.2.7 - Sort des données**

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

### **5.2.8 - Délégué à la protection des données**

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.



### 5.2.9 - Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
  - o la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
  - o des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
  - o des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

### 5.2.10 - Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

## 5.3 - Obligations de l'acheteur

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

## 6 - Durée et délais d'exécution

### 6.1 - Calendrier prévisionnel d'exécution.

Le délai d'exécution est de :

Délai d'exécution des travaux	Précisions
12 semaines	Période de préparation : 4 semaines à compter de la date de l'ordre de service Période d'exécution 8 semaines à compter de la date indiquée dans de l'ordre de service

Le délai global d'exécution des travaux est de **3 mois** avec une période de préparation de 4 semaines.

La date **prévisionnelle** de notification du marché est le **10 mai 2021**.

Le délai global d'exécution des travaux commence à courir à partir de la notification de l'ordre de service (dans lequel figure la date de démarrage) prescrivant à l'entrepreneur titulaire de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

Le délai d'exécution des travaux incombant au titulaire est fixé par le représentant du pouvoir adjudicateur au sein du délai global d'exécution de l'ensemble des travaux en tenant compte du calendrier prévisionnel d'exécution, annexé au marché.

### 6.2 - Calendrier détaillé d'exécution.

#### **Élaboration**

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le maître d'œuvre après consultation, dans le cadre du calendrier prévisionnel d'exécution évoqué ci-dessus

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont la réalisation fait l'objet des travaux. Il indique en outre :

- la durée et la date probable de départ du délai d'exécution,
- la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de l'entrepreneur sur le chantier,
- Les éventuels délais particuliers qui conditionnent le chemin critique.

Après acceptation par les entrepreneurs, le calendrier détaillé d'exécution est soumis par le Maître d'Œuvre à l'approbation de la personne responsable des marchés dix (10) jours au moins avant l'expiration de la période de préparation visée ci-après.

### **Exécution.**

Le délai d'exécution des travaux est de 8 semaines à compter de la date indiquée dans l'ordre de service.

### **Modification**

Au cours du chantier et avec l'accord du titulaire, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution fixé dans l'acte d'engagement.

Le calendrier d'exécution initial, éventuellement modifié comme il est indiqué ci-dessus, est notifié par ordre de service.

## **6.3 – Prolongation des délais**

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 19.2 du CCAG-Travaux.

Conformément à l'article L5424-8 du code du travail :

« Sont considérées comme intempéries, les conditions atmosphériques et les inondations lorsqu'elles rendent dangereux ou impossible l'accomplissement du travail eu égard soit à la santé ou à la sécurité des salariés, soit à la nature ou à la technique du travail à accomplir ».

Conformément à l'article 19.2.3. du CCAG Travaux :

« Dans le cas d'intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, entraînant un arrêt de travail sur les chantiers, les délais d'exécution des travaux sont prolongés. Cette prolongation est notifiée au titulaire par un ordre de service qui en précise la durée. Cette durée est égale au nombre de journées réellement constaté au cours desquelles le travail a été arrêté du fait des intempéries conformément auxdites dispositions, en défalquant, s'il y a lieu, le nombre de journées d'intempéries prévisibles indiqué dans les documents particuliers du marché ».

## **7- Garanties Financières**

Conformément à l'article R.2191-34 du Code de la Commande Publique, une retenue de garantie de 5 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

## **7.1 - Substitution de la retenue de garantie**

La retenue de garantie ne pourra être remplacée, au gré du titulaire, que par une garantie à première demande, établie suivant le modèle remis par la personne publique au titulaire. En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement fournit une garantie. Si le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement, la garantie peut être fournie par le mandataire pour la totalité du marché. En cas de groupement solidaire, la garantie est fournie par le mandataire pour le montant total du marché, avenant compris.

## **7.2 - Constitution et complément**

Conformément aux dispositions du Code de la Commande Publique, et dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée d'exécution du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie. Toutefois, cette garantie est constituée pour le montant total du marché y compris les avenants. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

## **7.3 - Restitution des garanties**

La retenue de garantie est remboursée, ou les établissements ayant accordé leur garantie à première demande sont libérés, un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie.

En cas de retard de remboursement, des intérêts moratoires sont versés selon la réglementation qui les régit.

Toutefois, si des réserves ont été notifiées au titulaire du marché ou aux établissements ayant accordé leur garantie à première demande pendant le délai de garantie et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, l'établissement est libéré de son engagement ou la retenue remboursée un mois au plus tard après la date de leur levée.

# **8 - Avance**

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R.2191-6, R.2193-10 et R.2193-17 à R.2193-21 du Code de la commande publique.

Le mandatement de l'avance interviendra dans le délai d'un mois compté, à partir de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution.

Le remboursement de l'avance commencera lorsque le montant des prestations exécutées (travaux à l'entreprise et approvisionnement) qui figure à un décompte mensuel atteindra 65 % du montant initial du marché. Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acomptes ou de solde. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint 80 % du montant du marché.

Le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## 9 - Prix

### 9.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Les prix indiqués dans le marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte des dispositions de l'article 10.1 du CCAG et

- ✓ des sujétions relevant des documents généraux visés à l'article 2 ci-dessus,
- ✓ des sujétions résultant des contraintes et horaires d'accès liés au fonctionnement du site,
- ✓ des sujétions résultant de la réalisation de travaux en site occupé,
- ✓ des frais entraînés par les précautions à adopter compte tenu des ouvrages souterrains (réseaux, galeries etc.),
- ✓ de toutes sujétions résultant de la présence de canalisations diverses : eau, électricité, gaz, égout etc. à proximité du lieu des travaux et de toutes les précautions à prendre pour assurer leur protection et qui seront demandées par le maître d'œuvre,
- ✓ de toutes sujétions résultant des travaux ou prestations extérieures au présent C.C.A.P. désignés ci-après : travaux et opérations de maintenance dans le bâtiment, déménagements et toute intervention de prestataires extérieurs susceptibles d'intervenir simultanément pour les besoins du pouvoir adjudicateur ou des utilisateurs,
- ✓ de tous les frais résultant des dispositions du présent marché et des pièces qui le constituent,
- ✓ de toutes les sujétions liées à la liaison entre l'extension et les existants,
- ✓ des dépenses communes de chantier exposées au présent CCAP,
- ✓ des frais de coordination en cas de groupement ou de sous-traitance.
- ✓ de tous les frais et dépenses de toute nature à engager pour l'étude et la réalisation complète des travaux et notamment les frais de la liste suivante, non limitative :
  - les frais d'établissement des plans de détail d'exécution, des plannings, des schémas d'installations nécessaires à l'exécution des travaux ainsi que la fourniture des plans, tirages, documents à soumettre à l'approbation du maître d'œuvre et des organismes de prévention, ainsi que les frais d'étude pour adaptations et modifications éventuelles pendant la phase d'exécution des travaux,
  - les frais d'amenée du matériel, d'installation de chantier et de repli,
  - les frais de tracé, implantation,
  - les frais de gros et de petit matériel, échafaudages, équipages, outillages nécessaires à la préparation des travaux, y compris les frais résultant des manutentions et chargements que le chantier peut comporter,
  - les frais de transport des matériaux et du matériel au lieu d'emploi et leur manutention dans l'enceinte du chantier, ainsi que les frais d'évacuation des gravats et de certains matériaux déposés,
  - les frais résultant des mesures nécessitées par la protection des travaux jusqu'à leur réception,
  - les frais résultant des mesures réglementaires ou non intéressant la sécurité des ouvriers travaillant sur le chantier et plus précisément, celles résultant des Règlements du Ministère de Travail et des recommandations de l'O.P.P.B.T.P.,
  - des sujétions techniques et administratives en matière de sécurité et de protection de la santé telles que définies dans le plan général de coordination, ainsi que celles spécifiées dans le CCTP,
  - les frais résultant des mesures nécessitées par la surveillance des installations jusqu'à leur réception,
  - les frais d'assurances prévus à l'article 14 du présent C.C.A.P.

## 9.2 – Dépenses aux frais du titulaire

### 9.2.1. Dépenses d'investissement

Les dépenses dont la nature est indiquée dans la première colonne du tableau suivant sont réputées rémunérées par les prix du marché conclu par l'entrepreneur titulaire du marché indiqué dans la seconde colonne

NATURE DES DEPENSES	
Établissement du panneau d'affichage suivant les dispositions de l'article A 421-7 du code de l'urbanisme*	
Constat d'Huissier	

L'entrepreneur supporte les frais de l'exécution des trous, scellements et raccords qui seront nécessaires à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché.

### 9.2.2. Dépenses d'entretien

#### Entretien des installations de chantier

Les dépenses d'entretien des installations indiquées ci-dessus sont réputées rémunérées par les prix mentionnés.

#### Les charges temporaires de voirie et de police

Elles seront à la charge du titulaire du marché.

#### Les frais de gardiennage et de fermetures provisoires des bâtiments.

Ils seront à la charge du titulaire du marché.

#### Nettoyage du chantier

L'entrepreneur devra respecter scrupuleusement les dispositions de la charte de chantier qui précise les conditions de tri et gestion des déchets.

- ✓ laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé,
- ✓ a la charge de l'évacuation de ses propres déblais jusqu'aux lieux de stockage fixés par le Maître d'œuvre sur proposition de l'entreprise qui assurera l'enlèvement des bennes,
- ✓ a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées,

### 9.2.3. Dépenses diverses

Les dépenses indiquées ci-dessus sont à la charge du titulaire :

- ✓ frais de remise en état de la voirie et des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable
- ✓ frais de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés, dans les cas suivants:
  - l'auteur des dégradations et des détournements ne peut être découvert,
  - les dégradations ou les détournements ne peuvent être imputés à l'entrepreneur titulaire déterminé,
  - la responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers,
- ✓ frais de contrôle de l'état des canalisations EU et EP et de curage si besoin,
- ✓ frais de nettoyage lorsque l'intervention d'une entreprise s'est avérée nécessaire,
- ✓ Frais liés à la surveillance vidéo.

Les modalités de gestion et de règlement du compte prorata sont fixées par les dispositions de la norme en vigueur.

## 9.3 – Forme du prix

Les prestations sont réglées par **un prix global forfaitaire** selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Les **prix sont fermes actualisables**.

## 9.4 – Variation des prix

La date d'établissement des prix est la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre. Cette date permet de définir le "mois zéro".

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la notification du marché

Les prix sont actualisables par application aux prix du marché d'un coefficient  $C_n$  donné par les formules suivantes :

Formule
$C_n = (BT50 (d-3) / BT50 (o))$

selon les dispositions suivantes :

- $C_n$  : coefficient d'actualisation.
- $d$  : mois de début d'exécution des prestations.
- Index ( $d$ -nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois  $d$  diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois  $d$  du début d'exécution des prestations soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index ( $o$ ) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Lorsqu'une actualisation est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, l'actualisation définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

INTITULES	INDEX
Désamiantage - couverture	Index du bâtiment BT 50

## 9.5 - Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et de l'acompte pour solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements.

## 10 - Modalités de règlement des comptes

### 10.1 - Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à :

- l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants
- l'entrepreneur mandataire, à ses cotraitants et à leurs sous-traitants.

### 10.2 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

### 10.3 - Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou des sous-traitants payés directement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### 10.4 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 13 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

### 10.5 - Présentation des demandes de paiement

#### **FACTURATION SOUS FORME ÉLECTRONIQUE :**

En application de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 et du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatifs au développement de la facturation électronique, le titulaire du présent marché/accord-cadre (et ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct) **est tenu de transmettre ses factures sous forme électronique.**

La transmission des factures s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1>

**SIRET CCI ARDENNES : 180 809 022 00130**

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture,
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture,
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries,
- 4° En cas de marché exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du marché ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture,
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement,
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux,
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés,
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire,
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération,
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture,
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement,
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R.123-221 du code de commerce.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

## **10.6 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 13.5.3 du CCAG-Travaux.

## **10.7 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.



## **11 - Conditions d'exécution des prestations**

### **11.1 - Caractéristiques des matériaux et produits**

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

### **11.2 - Implantation des ouvrages**

Sans objet

### **11.3 - Préparation et coordination des travaux**

#### **11.3.1 – Période de préparation**

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG, Il est fixé une période de préparation d'une durée de 4 semaines.

Cette période débute à compter de la date fixée par ordre de service.

Conformément aux dispositions des articles 28.2 et 28.3 du CCAG, il est procédé au cours de cette période :

**Par les soins de l'entrepreneur concerné :**

- ✓ avant le démarrage des travaux : constat d'huissier + photos.
- ✓ établissement et présentation au visa du Maître d'Œuvre du programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28-2 du C.C.A.G.,
- ✓ établissement et remise au Maître d'Œuvre des plans d'exécution, notes de calcul et études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29 du C.C.A.G., notamment pour la partie « couverture ».

#### **11.3.2 - Plans d'exécution - Notes de Calculs - Études de Détails**

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées seront établis par le titulaire.

#### **11.3.4 - Garde du chantier en cas de défaillance d'un entrepreneur**

Les dépenses justifiées entraînées par cette garde seront à la charge de l'entrepreneur défaillant.

#### **11.3.5 - Organisation, hygiène et sécurité des chantiers**

Le chantier relevant de la 3ème catégorie est soumis

- À tenir un registre journal  
Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre.
- À fournir un DUIO

### **Obligation du titulaire**

L'entrepreneur est tenu dans ce cadre :

- à coopérer avec le coordonnateur suivant les modalités précisées ci-dessous
- à informer tout sous-traitant des conditions d'organisation du chantier

## **Modalités de coopération entre le coordonnateur SPS et les autres intervenants**

Les modalités de coopération entre le coordonnateur SP et les autres intervenants sont fixées comme suit :

- Le coordonnateur limitera, au titre de la mission qui lui est confiée par le Maître d'ouvrage, ses interventions au strict cadre de la coordination tel que définie par la loi n°93-1418 du 31 Décembre 1993 et décret du 26 Décembre 1994,
- Tout litige en la matière avec les différents intervenants sur le chantier sera soumis à l'arbitrage du maître d'ouvrage et le cas échéant du Directeur Départemental du Travail,
- L'entrepreneur est tenu de participer aux visites préalables organisées par le Coordonnateur et à répondre à toute sollicitation du Coordonnateur formalisée dans le Registre Journal,
- Sauf urgence impérieuse ou péril imminent le Coordonnateur ne pourra interrompre le chantier. Il fera sans délai toute proposition au Maître d'œuvre en la matière,

### **Plan Général de Coordination**

Le titulaire (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit adapter et modifier le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

### **11.3.6 – Installation et signalisation du chantier**

#### **Installation de chantier**

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier

#### **Signalisation de chantier**

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux : La signalisation du chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique sera réalisée par le titulaire sous le contrôle du maître d'œuvre. Elle doit être conforme aux réglementations en vigueur.

### **11.4 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier**

#### **11.4.1 - Gestion des déchets de chantier**

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

#### **11.4.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution.

À la fin des travaux, le titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

Dans le cas où des dégradations seraient constatées par rapport au constat préalable établi par voie d'huissier, les dégradations constatées à l'occasion des travaux feront l'objet de travaux de remise en état qui seront à la charge du titulaire.

## **12 – Contrôles et réception des travaux**

### **12.1 - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux**

#### **Essais de l'entreprise**

Les essais et contrôles d'ouvrages ou de parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du C.C.T.G. ou le C.C.T.P. seront assurés sur le chantier par l'entreprise.

Les dispositions de l'alinéa 4 de l'article 24 du C.C.A.G. relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre sont applicables à ces essais et contrôles.

#### **Essais à la demande du maître d'œuvre**

En complément de l'article 38 du C.C.A.G., il est précisé que les essais et contrôles que le maître d'œuvre se réserve le droit de faire effectuer en sus de ceux définis par le marché, ne pourront être réalisés qu'après accord exprès du pouvoir adjudicateur :

Ces essais seront rémunérés par le pouvoir adjudicateur sur présentation des factures justifiant les frais engagés.

### **12.2 - Réception**

Conformément à l'article 41.1 du CCAG, il est procédé à une réception des ouvrages correspondant à l'opération concernée. La réception prend effet à la date retenue pour cet achèvement.

Pour l'application de l'article 41.1.2 du CCAG, en cas de défaillance du maître d'œuvre pour diligenter les opérations préalables à la réception, c'est l'entrepreneur titulaire du marché précité qui en informe le représentant du pouvoir adjudicateur.

Postérieurement à cet avis, la procédure de réception se déroule, comme il est stipulé à l'article 41 du CCAG. Le calendrier des opérations préalables à la réception est établi par le maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 41.5 du CCAG Travaux, le délai laissé au titulaire pour exécuter les prestations non effectuées ne pourra pas excéder un mois.

### **12.3 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages**

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander que soient mis à sa disposition certains ouvrages ou parties d'ouvrage. Chaque mise à disposition sera précédée et suivie d'un état des lieux conformément à l'article 43 du C.C.A.G.

### **12.4 - Documents fournis après exécution**

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux.

Dans le délai maximum d'un mois à compter de la date de réception des travaux, l'entrepreneur remet les documents constituant le Dossier des Ouvrages Exécutés et ceux nécessaires au coordonnateur S.P.S. pour la constitution du Dossier des Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage (D.I.U.O)

Les documents seront remis en trois exemplaires papiers et un exemplaire reproductible ainsi que sur clé USB.

Les seuls formats de fichier autorisés sont, selon le cas :

Texte	Word 97 de Microsoft <sup>TM</sup> , ou plus récent
Tableaux, données	EXCEL 97 de Microsoft <sup>TM</sup> ou plus récent
Plans, schémas, documents graphiques.	Autocad v 13 ou ultérieure de Autodesk <sup>TM</sup>

Il est rappelé à cet égard que l'absence de remise des éléments constituant le dossier des ouvrages exécutés constitue une réserve, au sens de l'article 41.5 du C.C.A.G Travaux et que tout retard dans la remise de ces documents après mise en demeure donnera lieu à l'application de pénalités de retard.

## **13 - Pénalités**

### **13.1 - Pénalités de retard**

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 500 € par jour calendaire de retard.

Ces pénalités sont applicables dans les cas suivants :

- ✓ Retard sur le délai d'exécution du marché,
- ✓ Retard pour les levées de réserves dès que le délai fixé à l'occasion des opérations de réception sera dépassé.

Par dérogation à l'article 20.4 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

### **13.2 - Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### 13.3 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs HT	Précisions
Absence aux rendez-vous de chantier ou réunions spécifiques	Forfaitaire	150,00 €	Les convocations des entrepreneurs seront formulées dans les différents comptes rendus ou dans une correspondance spécifique. En cas d'absence non excusée d'un entrepreneur ou de son représentant (personnel de l'entreprise disposant d'un pouvoir de décision) dûment convoqué une retenue forfaitaire sera opérée sur le dernier décompte mensuel. Cette retenue sera appliquée sans mise en demeure préalable.
Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution	Forfaitaire	500,00 €	En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution des travaux par l'entrepreneur conformément à l'article 40 du C.C.A.G., une retenue par jour calendaire, sera opérée, dans les conditions stipulées à l'article 20 du C.C.A.G., sur les sommes dues à l'entrepreneur.
Retenues pour remise de documents hors délais	Journalière	100,00 €	En cas de retard dans la remise de documents dont la demande et la date de remise sont explicitement formulées dans un compte rendu ou un courrier, une retenue forfaitaire journalière sera opérée sur le dernier décompte mensuel. Cette retenue sera appliquée sans mise en demeure préalable.  Cette retenue concerne les demandes formulées par le Maître d'Ouvrage, le Mandataire, le Maître d'Œuvre, le Contrôleur, le coordonnateur sécurité, le coordonnateur SSI.  Les principaux documents concernés sont:  * les pièces administratives, les plans d'exécution, les délais d'intervention, les plans de réservations, les procès-verbaux relatifs aux essais, PPSPS, etc..., cette liste n'étant pas exhaustive.
Sécurité et protection de la santé	Journalière	500,00 €	En cas de non-respect des exigences en termes de sécurité et d'hygiène, l'entreprise concernée encourt une pénalité par jour calendaire. La date du constat écrit de la déficience de l'entreprise constitue le point de départ d'application de ces pénalités. Le constat peut être formulé par l'équipe de maîtrise d'œuvre, par le coordonnateur SPS, par des organismes ou autorités ayant compétence en la matière sur le compte-rendu, sur le registre journal ou par courrier.
Dépôt des gravois en dehors des zones prescrites à cet effet	Forfaitaire	100,00 €	par infraction constatée
Non-respect de la propreté du chantier	Forfaitaire	100,00 €	Par infraction constatée Il est précisé qu'en plus des pénalités sanctionnant l'infraction, des frais de nettoyage, de remise en état de lieux seront appliqués soit à l'entreprise responsable lorsqu'elle est identifiée soit à défaut au compte prorata
Retard dans le nettoyage du chantier au-delà du délai fixé par la mise en demeure du maître d'œuvre	Forfaitaire	100,00 €	Pénalité par jour calendaire de retard

Non-respect des demandes d'intervention portées sur les listes de contrôles par le maître d'œuvre pendant les travaux, jusqu'à la réception	Forfaitaire	100,00 €	Après la réception : 100 € HT (cent euros) par réserve non levée dans le délai fixé par le maître d'œuvre et par jour calendaire
Sous-traitance occulte	Forfaitaire	1 000,00 €	par infraction constatée
Retard dans la demande d'acceptation d'un sous-traitant au-delà du délai fixé par la mise en demeure du maître d'ouvrage	Forfaitaire	100,00 €	par jour calendaire en défaut
Retard dans la production des documents et justifications demandés par le représentant du pouvoir adjudicateur en matière de protection de la main d'œuvre et des conditions de travail et de lutte contre le travail clandestin	Forfaitaire	100,00 €	par jour calendaire de retard, au-delà du délai fixé par la mise en demeure.
Non déclaration de changement de domiciliation bancaire	Forfaitaire	1,00 €	le montant des pénalités sera équivalent aux intérêts moratoires induits par le retard de paiement qui en aura résulté
Déplacement intempestif du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage ou de l'Assistant à maîtrise d'ouvrage	Forfaitaire	100,00 €	par intervention

Sauf indication contraire, les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard ou du respect des obligations.

**L'attention des entreprises est attirée sur le fait que les pénalités sont cumulables.**

## 14 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux,
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil,
- une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

## 15 - Résiliation du contrat

### 15.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 45 à 49 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail conformément à l'article R.2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### 15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 16 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le **Tribunal Administratif de Châlons-en-Champagne** est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **17 - Modification du contrat**

### **17.1 - Changement de dénomination sociale du titulaire**

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer la personne publique, par écrit et communiquer un extrait K-bis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais

### **17.2 - Changement de cocontractant en cours d'exécution du marché**

Le transfert du marché à une nouvelle entreprise suite à opération de cession de fonds de commerce, de cession d'activités, de fusion-absorption ou de mise en location gérance, ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable de la CCI.

Le titulaire doit, dans les plus brefs délais, en informer la personne publique et produire les documents et renseignements utiles (qui lui seront notifiés), concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est transféré ou cédé.

Suite à cette cession, la CCI procédera à la vérification que la société cessionnaire possède les capacités pour reprendre l'exécution des prestations et est en règle au regard de sa situation fiscale et sociale. En vue de cette vérification, la nouvelle entreprise devra produire les documents listés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique et aux articles D.8222-5 et D.8254-2 (titulaire établi en France) ou D.8222-7 et D.8254-3 (titulaire établi ou domicilié à l'étranger) du code du travail qui lui seront demandés.

Suite à cette vérification, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire. Si le cessionnaire ne possède pas les capacités pour exécuter le marché, la CCI procédera à la résiliation du marché.

### **17.3 - Changement en cours d'exécution du marché**

Conformément au Chapitre IV de la partie réglementaire du code de la commande publique.

La CCI se réserve le droit de modifier le présent contrat.

- 1) Ajustement des prestations : les parties pourront convenir de réexaminer la nature et/ou l'étendue des prestations, ainsi que le délai ou les dates potentielles d'exécution, en cas de survenance, en cours d'exécution du marché, d'événements relevant d'aléas ou de difficultés matérielles ou temporelles, lorsque ces ajustements sont nécessaires au parfait achèvement des prestations.
- 2) Ajout ou retrait de prestations en cas d'évolution du besoin.

## **18 - Cas fortuits et force majeure**

En cas de retard ou de manquement dans l'exécution de l'une des opérations incombant au titulaire du fait du présent marché, celui-ci ne sera dégagé des conséquences de ces retards ou manquements que dans la mesure où il peut invoquer un cas fortuit ou de force majeure.

Il est précisé que ne sont considérés comme cas fortuit ou cas de force majeure que des actes, situations de droit ou de fait, et plus généralement, toutes circonstances imprévisibles qui échappant au contrôle du titulaire, auraient pour effet de rendre impossible l'exécution de l'une quelconque des obligations du présent marché.

Le titulaire ne pourra invoquer un cas fortuit ou de force majeure que pendant la durée durant laquelle un tel cas pourrait avoir un effet à son égard et que dans la mesure où il prendra toutes les dispositions et décisions permettant de limiter au maximum les conséquences dommageables pour la CCI.

## **19 - Garantie des prestations**

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.



## **20 – Dérogations**

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG – Travaux
- L'article 6.1 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG – Travaux
- L'article 10.2 du CCAP déroge à l'article 13.3.2 du CCAG – Travaux
- L'article 10.2 du CCAP déroge à l'article 13.4.2 du CCAG - Travaux
- L'article 11.3.1 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG - Travaux
- L'article 12.2 du CCAP déroge à l'article 41.5 du CCAG – Travaux
- L'article 13 du CCAP déroge à l'article 20 du CCAG – Travaux